

PRÉFACES

Olivier DE SCHUTTER
Eric TOLLENS

SYNTHÈSE



DEOGRATIAS NIYONKURU

POUR LA DIGNITÉ PAYSANNE

EXPÉRIENCES ET TÉMOIGNAGES D'AFRIQUE,
RÉFLEXIONS, PISTES MÉTHODOLOGIQUES


GRIP

POUR LA DIGNITÉ PAYSANNE

EXPÉRIENCES ET TÉMOIGNAGES D'AFRIQUE, RÉFLEXIONS, PISTES MÉTHODOLOGIQUES

*Dans son nouvel ouvrage *Pour la dignité paysanne*, Deogratias Niyonkuru, ingénieur agronome et spécialiste des questions de développement, plaide pour le renforcement d'une agriculture basée sur les systèmes alimentaires et les valeurs propres au continent, sur la dignité des personnes, et non sur l'argent et la technologie. Il estime que l'Afrique doit renoncer à une sorte de course au rattrapage du modèle occidental, considéré comme l'idéal planétaire.*

L'ouvrage s'ouvre sur le constat des échecs répétés des tentatives de lutte contre la pauvreté en Afrique, surtout en milieu rural. L'auteur part du point de vue du paysan africain et insiste sur l'importance de tenir compte de ses motivations et des opportunités que lui offre son milieu. Il pose des questions cruciales : quelles sont ses priorités ? Quelles formes de soutien privilégier ? Comment réconcilier amélioration de la productivité, réduction de la pauvreté rurale et préservation des écosystèmes ? De nombreux exemples concrets, issus du terrain et des paroles paysannes, nourrissent l'analyse et la réflexion. Parmi les thèmes abordés : l'importance de la culture et de l'individu, les activités non agricoles, la protection sociale des ruraux, les systèmes de financement communautaires, le rôle clé des politiques agricoles...

LES IDÉES-FORCES

Telle qu'actuellement pensée, l'aide au développement vise à inciter les Africains à reproduire le modèle occidental. Nous nous sommes employés à démontrer qu'il s'agit non seulement d'un piège mais aussi d'une analyse erronée, selon laquelle les causes de la pauvreté seraient le retard technologique et le manque d'argent. Or, il s'agit avant tout de la perte de confiance en soi, de l'estime de soi et de nombreuses exploitations dont il est l'objet. Le véritable développement vise à transformer l'homme, à le libérer des nombreuses forces qui l'exploitent et à le rendre



Deogratias Niyonkuru, ingénieur agronome, secrétaire général et cofondateur de l'organisation burundaise *Appui au développement intégral et à la solidarité sur les collines* (ADISCO, 2006-2016), conseiller stratégique sur les questions de développement.

L'action d'ADISCO – qui vise à accroître l'autonomie des paysans et à construire avec eux des modèles économiques et sociaux viables – a été couronnée du prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique 2014-2015.

maître de son propre développement, qui passe par le renforcement des capacités humaines. La formation technique n'est pas seule en cause, il faut d'abord aider la personne anéantie à trouver un sens à sa vie, croire en son avenir et nourrir des ambitions. Nous proposons comme méthodologie la formation psycho-humaine transformatrice.

► **Bâtir les programmes dans la durée, sur les opportunités et non sur les besoins**

Les méthodologies classiques d'identification des besoins s'avèrent inopérantes, voire destructrices, car elles renforcent l'idée que les solutions doivent être apportées par les autres. Or, il s'agit avant tout d'aider les paysans à réfléchir afin d'identifier dans le milieu les opportunités dans lesquelles ils pourraient investir afin d'améliorer leurs conditions de vie, à cerner leurs défis, et les raisons de leurs difficultés. On travaille ainsi sur les racines du mal.

Un programme sérieux de développement doit donc s'inscrire dans la durée (entre 15 et 20 ans), s'adapter au contexte mais aussi aux aspirations et aux capacités des personnes et des communautés. Des budgets préétablis, avec des cadres logiques rigides, ne permettent pas de générer du développement. Plutôt que d'investir d'importants moyens dans le suivi d'indicateurs plus ou moins complexes, privilégions une autre approche : analyser les changements, les incidences des projets sur la vie des gens, sur le renforcement de leurs capacités humaines, de leurs compétences ; sur l'amélioration de leur pouvoir au sein de la communauté, mais aussi de leur capacité à se valoriser en rentrant dans les sphères de solidarité – qui

leur assurent une certaine protection sociale –, sans oublier l'impact sur l'ascension spirituelle, selon les convictions de chacun.

Ce travail ne peut être assuré que par des personnes qui ont la fibre sociale et qui inspirent la confiance, qui tissent des relations de proximité, de complicité avec les paysans et vivent avec eux, partagent leur nourriture, leur boisson, leurs peines, mais aussi leurs bonheurs. Les grandes agences de développement peuvent difficilement remplir de tels critères ; elles devraient donc s'allier avec des organisations locales.

La question du ciblage des zones d'intervention, ou des personnes à accompagner, n'est dès lors plus prioritaire dans la mesure où les stratégies doivent justement être définies par le bénéficiaire, devenu acteur. En accompagnant les personnes les plus pauvres, on aide à réparer une injustice tout en générant par la suite des dynamiques de développement. Lorsqu'on soutient des catégories plus entrepreneuriales, on peut contribuer à dynamiser l'économie locale.

Mais ce qui importe, en définitive, c'est un appui personnalisé aux personnes et aux groupes en fonction de leur fibre et des opportunités de leur milieu. Les initiatives devraient déboucher sur des actions qui prennent en compte l'ensemble du terroir, si du moins on s'engage dans un programme intégré qui veut agir sur le long terme. Les États devraient jouer un rôle essentiel en mettant en place des infrastructures capables d'attirer les cadres vers des milieux défavorisés.

« Parce qu'il nous vient de l'intérieur du monde qu'il décrit, ce livre comble un vide. Les paysans et les paysannes en général n'écrivent pas. Les querelles d'experts font un vacarme tel que leur voix en devient inaudible. Cet essai leur redonne la parole. Il nous les fait entendre... »

Olivier De Schutter
(préfacier)

► De la vulgarisation au renforcement des capacités paysannes à améliorer leurs exploitations intégrées

Même si tout le monde s'en défend, les méthodes de vulgarisation utilisées restent largement dominées par une approche *top down* techniciste et simpliste, qui vise le transfert de paquets technologiques privilégiant les cultures pures, le semis en ligne, l'utilisation de semences améliorées, de fertilisants et de pesticides. Les paysans africains se sont farouchement opposés à ces technologies car celles-ci vont à l'encontre de leur expérience millénaire – qui repose sur l'association des cultures, le seul modèle à même d'assurer une alimentation équilibrée et, surtout, de maintenir sur le long terme la fertilité des sols ferrallitiques très fragiles.

Dans ces conditions, une meilleure production passe par l'amélioration de l'ensemble du système de production pour le transformer en une EFICC (Exploitation familiale intégrée, continue et compétitive). Il s'agit d'aider le paysan à se projeter dans l'avenir, à viser la continuité et la qualité de la production, et donc la sécurité alimentaire, la stabilité des revenus et le maintien de la fertilité.

Les paysans, et en particulier les jeunes, sont toutefois dépités par les systèmes cultureux traditionnels. Il peut donc s'avérer nécessaire de les (re)motiver en introduisant une filière novatrice orientée vers le marché. Ces filières servent à financer les améliorations projetées sur l'ensemble de l'exploitation.

La vulgarisation technique doit s'inscrire dans un programme plus global qui facilite l'accès aux marchés, améliore la part des paysans dans les chaînes de valeur, ainsi que la nutrition ou la capacité à s'intégrer dans des réseaux de solidarité.

Un paysan isolé est incapable de faire face aux défis liés à la transformation des produits, l'accès à de meilleurs marchés, ou l'exportation, sans parler de la capacité d'influencer les politiques agricoles qui jouent un rôle fondamental dans le développement. Il est donc obligé de s'allier aux autres et d'adhérer à une organisation paysanne. Malheureusement, la grande majorité de ces structures en Afrique sont dépourvues d'une véritable vision de développement, et encore moins de changement social et politique.

► Des organisations paysannes dépendantes, aux dynamiques socioéconomiques autonomes

La construction d'organisations paysannes (OP) fortes passe obligatoirement par la mobilisation des ressources endogènes en vue de réaliser une action concrète décidée par les membres. Une telle structure repose sur l'engagement d'individus qui doivent y contribuer par l'apport en capital et l'engagement de réaliser des transactions avec l'organisation ; et, en contrepartie, recevoir des services ou un bénéfice qui profite directement à l'individu. Dans une telle logique, le modèle «coopératif» devrait être privilégié par rapport à celui «sans but lucratif»; de nombreux acteurs commencent à le comprendre. Cependant, les OP ne sont pas que des organisations économiques, elles doivent devenir progressivement porteuses de la protection sociale dans le secteur rural. Le succès le plus important des structures paysannes relève du champ politique ; elles ont réussi à devenir progressivement incontournables dans la définition et la mise en œuvre des politiques agricoles.

Trop de programmes essaient de créer ou de susciter l'éclosion rapide d'organisations paysannes, dans le but de réaliser leurs projets ou, au contraire, avec

la volonté de pérenniser les acquis dans le cadre d'une « *exit strategy* ». Une telle formule présente peu de chances de réussite. De nombreux auteurs insistent par conséquent sur le fait qu'il faut fonder les actions de développement sur des organisations traditionnelles, ancrées dans la culture locale.

Ce choix doit néanmoins reposer sur une analyse fine de leur mode de fonctionnement. Ces organisations sont souvent prises en otage par les leaders fondateurs ou financeurs. L'identification des paysans « ferments », qui décident de s'allier à des personnes de leur choix et qui ont les mêmes niveaux de revenus, produit d'excellents résultats. Elle sert de socle à un mouvement coopératif ancré à la base, ce qui est sans doute le meilleur garant de leur efficacité et de leur pérennité.

Les organisations paysannes étant confrontées à de nombreuses difficultés en matière de gouvernance, de leadership et de dépendance extérieure, il importe de renforcer leur autonomie, de les aider à définir elles-mêmes une vision et une mission, et à acquérir les compétences (autonomie technique) et les ressources endogènes nécessaires (autonomie financière) pour ne pas dépendre éternellement d'organisations d'appui ou de bailleurs de fonds.

Le pas crucial dans le renforcement d'une OP est de se définir une activité structurante qui l'organise par fonctions, plutôt que par un seul organigramme hiérarchique. C'est à partir de cette première action qu'il devient possible de définir une vision et une mission qui lui assureront l'autonomie politique et idéologique. Le renforcement de sa vision sociopolitique est indispensable pour assurer sa pérennité et sa capacité à porter des changements structurels dans la société.

Quant aux organisations d'appui, leur chemin vers l'autonomie passe par le soutien à l'ensemble des dynamiques locales et pas seulement aux organisations paysannes dont elles deviennent progressivement prisonnières. Dénouer cette équation sera bénéfique aux deux parties.

La plupart des coopératives sont bâties autour d'une seule filière. De telles structures sont difficilement rentables dans la mesure où toutes les charges pèsent sur une seule spéculation, avec une production agricole saisonnière. Ces entreprises sont aussi confrontées à d'autres risques, comme la chute des prix, la faiblesse de la production en raison des aléas climatiques ou de maladies. Nous croyons que le développement de coopératives multi-filières et multifonctionnelles, certes plus difficiles à gérer, peut contribuer à améliorer leur viabilité.

► **Du microcrédit à l'auto-crédit – de l'argent à la création de la richesse locale**

Nous devons aujourd'hui tirer un constat majeur : la microfinance n'est pas un instrument adapté pour financer le développement des exploitations agricoles. Dans tous les pays d'Afrique, les institutions de microfinance (IMF) ont plutôt pillé les petits paysans en collectant leur épargne, avec l'objectif de soutenir des projets en ville. Ce sont finalement les pauvres qui financent les riches.

Les rares crédits alloués aux paysans portent sur des segments spéculatifs comme l'embouche bovine ou les intrants de quelques filières hautement commerciales – riz, café, thé ou cacao. En réalité, les sociétés de conditionnement de ces produits se portent garantes puisqu'elles prélèvent le remboursement du crédit sur la paie, sans se soucier des résultats obtenus par les paysans.

Les taux d'intérêt élevés, les risques liés aux maladies et au climat, la modicité des montants accordés, les échéances trop étroites, le manque de garantie, ou encore la volatilité des prix rendent l'outil complètement inadapté. La création des IMF appartenant aux organisations paysannes n'améliore guère cette situation, parce qu'à moyen terme, elles se voient soumises à l'obligation de rentabilité et recourent aux mêmes instruments que les organismes purement commerciaux.

Même si les institutions de microfinance et les banques peuvent s'avérer précieuses pour soutenir certaines opérations des coopératives, il convient d'innover les systèmes de financement. Les experts explorent plusieurs pistes comme la réduction des taux d'intérêt, la gratuité, l'incitation des banques et des IMF, les garanties bancaires, les assurances et réassurances des crédits. Il s'agit souvent de mécanismes spécieux qui ne peuvent être envisagés qu'au-delà du niveau local.

Par contre, l'amélioration de la production agricole pour les petits paysans nécessite obligatoirement des subventions de l'État. Il est illusoire de croire que les paysans africains parviendront à contrer les importations à bas prix de manière durable sans soutiens ni protections.

En attendant des engagements mieux affirmés de la part des pouvoirs publics, il faut changer de paradigme et cesser de penser le financement de l'agriculture paysanne en termes d'argent; de toute façon, le paysan n'en a pas. Ce qu'il a, en revanche, c'est sa force physique, son énergie, son engagement à travailler, son génie dans la maîtrise de l'agriculture de son terroir.

Il s'agit donc de l'aider à développer des activités qui exigent très peu d'argent et d'investissements, mais qui permettent d'en générer rapidement. La cagnotte de la tontine africaine nous semble être la solution idoine pour lancer une telle activité. Avec juste 15 euros, il est possible d'acheter une centaine de plants de maracuja ou de prunier du Japon, qui pourront générer près de cinq cent euros en une année, et financer ainsi de nouvelles activités. Aider le paysan à identifier ce type d'activités et l'accompagner dans la conduite technique et l'organisation des marchés nous semble être la voie à privilégier. Cela lui permettra de diversifier les productions et d'accroître ainsi le PIB du pays. C'est également la voie vers l'industrialisation rurale à travers la transformation des produits agricoles.

Vu les taux d'intérêt exigés par les IMF, nous proposons le *crowdfunding*, au sein d'une société anonyme à participation populaire, plutôt qu'une coopérative. Il s'agit de mettre à contribution les fonds locaux, disponibles chez les élites rurales (salariés, commerçants, paysans riches), pour qu'ils puissent compléter de nombreuses petites participations paysannes et générer assez de moyens afin de lancer de telles entreprises sans devoir les endetter. Cela permet aussi de mettre en place des systèmes de gestion plus transparents, et donc plus efficaces.

De tels mécanismes permettent également de garder l'argent au village en diversifiant les activités bancables qui peuvent, par effet boule de neige, attirer de nouveaux projets et contribuer ainsi, progressivement, à améliorer l'attractivité des villages et réduire l'exode rural. Il s'agit finalement de trouver une activité qui puisse servir de moteur au développement local.

► **Des chaînes d'esclavage aux chaînes de valeur équitables**

Afin d'améliorer la part du paysan dans la chaîne de valeur, il faut élaborer des stratégies qui lui permettent de réaliser des stockages profitables pour pouvoir vendre

à un moment plus propice; il pourra ainsi se libérer progressivement des nombreux intermédiaires qui ponctionnent l'essentiel de la valeur ajoutée. Dans le même ordre d'idée, il doit pouvoir organiser la transformation des produits agricoles et la labellisation en tirant profit des certificats de type Bio, ou Fairtrade. La régulation de l'offre ainsi que l'utilisation de la technologie mobile pour accéder à l'information sur les marchés, sont des pistes à valoriser. De tels mécanismes doivent rester vigilants pour échapper à leur manipulation par les bourses et finalement céder la plus-value aux multinationales.

Même si l'agriculture reste le socle du développement du monde rural, nombre d'activités non agricoles permettent d'apporter des revenus d'appoint aux paysans.

► **Des activités non agricoles et entrepreneuriales en milieu rural**

Il faut reconnaître aux activités non agricoles une valeur intrinsèque puisqu'elles offrent au monde rural le petit commerce, les métiers de la réparation, ou liés à l'habitat, l'électrification rurale, les services, tous essentiels pour y rendre la vie possible, ou simplement plus agréable. Les jeunes, dégoutés par la houe, peuvent également y trouver des voies pour mieux se valoriser, et s'y installer durablement.

Ce sont les activités non agricoles qui génèrent des revenus plus consistants que l'agriculture et qui, finalement, permettent de faire décoller une région. Il s'agit donc d'aider les entrepreneurs à surmonter les nombreuses contraintes auxquelles ils font face: la gestion dans un environnement où la famille exerce une pression considérable, l'amélioration technologique, le marketing, les questions plus globales comme la faiblesse des infrastructures (électriques en particulier), de la concurrence des produits importés, etc.

Quant à l'amélioration des compétences techniques, l'apprentissage en entreprise reste sans doute la voie à privilégier, parfois combiné avec quelques retours dans les centres de formation. C'est aux gouvernements d'assurer la promotion et la protection des entreprises naissantes contre la concurrence des pays plus développés et en particulier asiatiques.

La hausse des revenus ne suffit pas pour améliorer les conditions de vie des populations rurales, car elle est rapidement happée par les nombreux besoins urgents. Comment dès lors investir de manière durable dans la santé, la scolarisation, l'habitat? Les programmes de développement devraient faire coup double: augmentation des revenus et amélioration directe des aspects sociaux comme la santé, l'éducation, l'accès à l'eau, la prévention des maladies – l'un n'entraînant pas automatiquement l'autre.

► **Vers la construction de dynamiques endogènes de protection sociale des ruraux**

Les paysans ont besoin d'une protection sociale solide face aux aléas de la vie. En zone rurale, les taux de couverture sur les quatre piliers du socle de protection sociale du BIT – accès aux soins de santé, aux revenus, allocations familiales et pension de retraite – sont pourtant très faibles.

Les institutions internationales privilégient actuellement, du moins pour les catégories les plus pauvres, des systèmes non contributifs. Ces outils devraient être manipulés avec minutie pour ne pas compromettre toute chance de développement

de l'Afrique en créant la dépendance et l'attentisme – comme cela s'est passé dans les zones post-conflit de l'Est de la RDC et du Burundi. Il faut veiller à ne pas déstructurer les mécanismes traditionnels de solidarité, les seuls qui soient véritablement durables et endogènes.

On devra également renforcer les capacités des États les plus pauvres à reprendre en main ces mécanismes après le retrait des apports extérieurs.

Quant aux systèmes contributifs, les seules solutions qui progressent sont les mutuelles de santé, des systèmes de micro-assurance gérés par les communautés. Il s'agit de stratégies essentielles dans la mesure où elles suppriment la barrière financière tout en assurant le contrôle de la qualité des services. Cependant, les mutuelles de santé ne pourront se développer qu'en se connectant à des initiatives économiques qui collectent les cotisations à la source, à l'instar du secteur formel.

Malgré la pauvreté de nombre de citoyens et des États, il est tout à fait possible d'assurer une couverture sanitaire universelle à l'ensemble de la population. Il s'agira de combiner des participations des catégories les plus riches, des subventions aux catégories moins aisées et la gratuité aux plus vulnérables, grâce notamment à la création de taxes dédiées. Une telle démarche exige une forte volonté politique, la catégorisation de la population ainsi que l'obligation d'adhérer à une assurance maladie. Quelques pays comme le Rwanda, le Sénégal, le Ghana, la Tanzanie sont en train d'avancer progressivement vers la couverture sanitaire universelle. La participation des populations au financement de la santé est essentielle puisque cela leur permet de contrôler, à travers leurs organisations, la qualité des prestations offertes.

Quant aux autres garanties du socle de protection sociale – accès à l'emploi, pensions de vieillesse et allocations familiales –, les mutuelles de santé peuvent également offrir le cadre pour commencer à les organiser. On peut par ailleurs réfléchir à ces questions à travers la promotion des cultures plus pérennes qui exigent peu de main-d'œuvre, un mécanisme qui permet de sortir du piège de l'argent, que le paysan n'a pas.

► **La guerre entre les paysans et les multinationales pour le contrôle des facteurs de production**

Toutes ces propositions n'ont de sens que si les paysans peuvent, de manière équitable, accéder aux facteurs de production, et en particulier aux fertilisants, aux semences et à la terre.

À cause de la fragilité des sols africains, l'utilisation d'engrais minéraux – pourtant indispensables pour améliorer les rendements –, doit se faire avec beaucoup de doigté. L'accès aux engrais nécessite d'être subventionné par les États. Les systèmes de subvention actuellement pratiqués ne profitent qu'à une petite frange de paysans riches et doivent être repensés, en privilégiant des crédits souples (ou plutôt des avances d'engrais) remboursables par exemple en nature.

L'accès aux semences de qualité constitue le second préalable à l'amélioration de la production agricole. Les semences actuelles sont très peu performantes. Or, les paysans, pour autant qu'ils soient accompagnés, peuvent en produire d'une qualité acceptable. Il existe un véritable danger de perte de souveraineté si les pays africains abandonnent leur production aux multinationales. Il faut donc à tout prix

encourager les laboratoires publics nationaux à investir davantage dans l'amélioration des semences, tout en gardant la propriété des principaux gènes des terroirs nationaux. Il s'agit là d'un enjeu géostratégique majeur.

Quant à la terre – principal facteur de production –, on constate qu'elle est actuellement soumise à de fortes pressions, au point que les conflits fonciers sont devenus la cause majeure de l'instabilité. Il devient urgent de mettre en place des législations foncières solides qui rassurent les paysans. L'Afrique ne pourra toutefois pas continuer à fermer les yeux sur les graves injustices de la tenure foncière et sera obligée de procéder à des réformes agraires qui seront sans doute douloureuses, mais indispensables. Il faut notamment trouver des solutions pour l'accès des femmes et des peuples autochtones à la propriété foncière.

Concernant l'accès à la terre, le nouveau défi est celui de son accaparement par des concitoyens plus riches ou les multinationales étrangères. Les ventes de détresse devraient absolument être soumises au contrôle des pouvoirs publics, sinon le continent va rapidement être confronté à la paupérisation irréversible des paysans. L'accaparement des terres par les multinationales devrait être érigé en crime contre l'humanité, et sanctionné comme tel. La cession de grandes concessions à des firmes étrangères pour produire pour le marché local – à l'instar des parcs agro-industriels au Congo –, devrait également faire l'objet d'un contrôle citoyen plus strict.

► **Pour des politiques agricoles en faveur des petits paysans**

Les États, les institutions internationales et les pays qui dispensent de l'aide, jouent un rôle déterminant dans la définition des politiques de développement. Les organisations paysannes doivent dès lors investir dans le plaidoyer sur les politiques agricoles.

Pour le petit paysan d'Afrique, le plaidoyer pour le soutien à l'agriculture familiale face à l'agrobusiness est une question de survie. Il risque en effet d'être dépouillé de ses terres pour devenir un acheteur net de nourriture, avec des moyens qu'il n'aura plus. L'agrobusiness qui continuera à exister, devrait se financer seul à travers les banques privées. L'agriculture familiale est le seul modèle qui génère des emplois, maintient la fertilité des terres, produit de la nourriture diversifiée, amortit les chocs liés aux aléas climatiques, aux maladies et à la volatilité des prix. Elle est aussi la seule à s'intéresser au développement des terroirs et permet d'assurer un développement équilibré à l'échelle du pays. Il est donc important de plaider pour la reconnaissance de ce modèle en exigeant de la part des gouvernements des engagements concrets afin de l'améliorer et de le rendre plus attractif pour les jeunes.

Cela passe par une augmentation des budgets, et donc la mise en place de plans ambitieux de soutien avec des objectifs précis, régulièrement évalués avec la participation de la société civile. Lors du sommet de Maputo en 2003, les chefs d'État s'y étaient engagés, puis au sommet de Malabo en juin 2014 pour une nouvelle décennie. C'est dans le monitoring de ces politiques que les organisations paysannes devraient jouer un rôle encore plus agressif : dénoncer les travers, faire des propositions et chercher à créer des plateformes multi-acteurs de dialogue, tout en évitant de tomber dans la démagogie facile.

Un autre combat vital attend les OP. Il concerne la suppression des importations qui viennent détruire les agricultures africaines. Ce phénomène est souvent

justifié par une urbanisation vertigineuse. Les émeutes de la faim, tant redoutées par les gouvernements du continent, ont permis aux habitants des villes d'avoir une importance politique qui ne correspond pas à leur poids électoral. Le plaidoyer pour la limitation de ces produits agricoles étrangers s'annonce très difficile, d'autant plus que ce commerce entretient des réseaux de corruption, voire mafieux... N'oublions pas non plus l'épée de Damoclès que font peser les règles de l'OMC et celles de l'intégration régionale. L'importation de produits devient surtout dangereuse lorsqu'elle crée des changements d'habitudes alimentaires et instaure ainsi durablement la dépendance envers les marchés extérieurs.

Le soutien à l'agriculture locale par des subventions substantielles, le recours intelligent aux barrières tarifaires et non tarifaires, la formation des négociateurs afin qu'ils utilisent mieux les exceptions ou les mesures de sauvegarde, la création de plateformes de concertation État-syndicats urbains et OP, mais surtout la promotion du « consommer local » sont les solutions à privilégier pour cette question vitale.

Dans un contexte de privatisation des principales entreprises agroalimentaires, les paysans doivent pouvoir jouer un rôle majeur dans la gestion de celles-ci. Le plaidoyer pour une privatisation qui tienne compte de leurs intérêts, tout comme d'ailleurs celui contre les importations massives, passe par la coopération avec les organisations du Nord. Mais l'appui aux OP dans des actions concrètes de terrain – pour améliorer la production locale ou construire des unités de transformation alternatives – reste indispensable pour crédibiliser leur combat politique. Les paysans ne doivent pas rester confinés dans les sales besognes de production alors qu'on laisse les maillons juteux aux multinationales et au secteur privé.

QUELLES PISTES POUR LA DIGNITÉ PAYSANNE ?

► **Abandonner la logique « rattrapagiste »**

La dignité, ou plus simplement le bonheur, qu'est-ce que cela signifie ? Passe-t-il par la reproduction du modèle de développement occidental ?

N'oublions pas que l'Afrique a été mise à feu et à sang et pillée par l'esclavage... La colonisation a investi toutes ses forces dans la destruction de la culture et des religions du continent, créant le sentiment que pour se développer, l'Africain devait se renier et imiter au mieux ses nouveaux maîtres. Une fois indépendants, les pays africains sont pris dans une spirale infernale – il faut essayer de rattraper l'Occident – et ils recourent largement à des conseillers techniques étrangers, souvent originaires des pays colonisateurs. Ceux-ci perpétuent ainsi la conversion du continent à la foi et au modèle économique dominant, celui des pays du Nord. Avec la montée en puissance de la Banque mondiale et du FMI, la voie est désormais tracée et l'Afrique est obligée de suivre au risque de se voir refuser l'aide qui structure fortement les modèles de développement économique, social et politique. Ses marges de manœuvre pour définir elle-même ses stratégies de développement, sont extrêmement réduites.

Or, l'aide ne semble pas produire les effets escomptés. Certains se demandent s'il ne faudrait pas se « déconnecter » entièrement de l'Occident, ou refuser son soutien. Les nuances qu'apporte Serge Michailof en dénonçant la mauvaise gestion de

l'aide par les pays récipiendaires, tout en mettant en exergue des mécanismes réels d'exploitation des pays aidés, nous semblent à coup sûr des analyses plus fines.

Toujours est-il que l'aide, même la moins intéressée, porte en elle des germes qui contribuent à freiner le développement. Un exemple : la promotion de filières agricoles orientées vers le marché n'est qu'une voie détournée pour contrôler l'assiette des Africains – en l'arrimant à des systèmes spéculatifs. Mais le continent n'est pas innocent. Les leaders africains auront été, si pas naïfs, en tout cas hypocrites en laissant aux autres le soin de définir et piloter leur développement.

Que ce soit pour les États ou pour les ménages, l'aide n'a de chance de succès que si elle vient se greffer sur des stratégies nationales cohérentes, réfléchies par des bénéficiaires. Il faut une mobilisation de budgets conséquents et structurels qui assurent la pérennité de l'action.

L'Afrique doit se forger des repères qui lui sont propres et qui correspondent véritablement à sa culture, à sa vision du monde, mais aussi à son histoire. Il ne s'agit pas de rester à l'écart de la révolution technologique, mais d'en dompter les instruments afin qu'ils servent au développement défini par les Africains eux-mêmes. La télévision, par exemple, peut servir à promouvoir des valeurs et une vision africaine, comme l'a si bien compris le Nigeria, qui développe sa propre production cinématographique.

S'aligner sur le modèle capitaliste – celui de la compétition où quelques individus contrôlent à la fois le pouvoir et la richesse – est largement contraire à la pensée africaine, qui privilégie la construction de réseaux de solidarité plutôt que l'ascension personnelle. Quant au modèle communiste, il ne répond pas davantage aux aspirations des Africains, qui croient profondément à la propriété privée.

La construction d'une géostratégie propre doit, par conséquent, se fonder sur les valeurs de la solidarité et du partage, le respect de la vie. Il s'agit de définir le modèle de société que nous souhaitons pour l'Afrique, de construire une société nouvelle dans laquelle l'argent n'est pas une fin en soi. Priorité à une exploitation durable des ressources naturelles en évitant, comme on dit au Burundi, de devenir des « *Ibisoromandandura* », littéralement « ceux qui, pour récolter le fruit, arrachent toute la plante ».

La planète Terre ne peut pas supporter le mode de vie occidental. Si l'Afrique empruntait le même chemin, il faudrait huit planètes pour répondre à la demande. Il est donc urgent de trouver un consensus quant à la gestion partagée des ressources mondiales.

Il va de soi que l'Afrique doit abandonner la logique « rattrapagiste », et définir son propre modèle de développement. Les visions 20-20, 20-30 ou 20-25 en vigueur dans plusieurs pays, en sont pourtant la caricature. Il ne s'agit pas ici de refuser tout échange avec les autres peuples, mais de renforcer d'abord le moi, avant de pouvoir s'ouvrir à l'universel.

► Définir les repères de sa propre dignité

Durant la première étape de cet exercice, il s'agit de définir un niveau minimum de bonheur et de dignité dont devraient jouir tous les citoyens d'un pays. Un peu à l'image du Bhoutan qui a créé son BNB, son « bonheur national brut », avec ses quatre composantes : croissance et développement économique ; conservation et

promotion de la culture bhoutanaise ; sauvegarde de l'environnement et utilisation durable des ressources ; bonne gouvernance. Si de nombreux auteurs ont essayé de définir le bonheur, toutes les écoles convergent vers l'idée que la dignité d'une personne passe par cinq éléments clé :

- l'estime de soi ;
- l'accès aux services de base : se nourrir, se soigner, se loger, fonder une famille, scolariser les enfants... ;
- la capacité de se valoriser dans la société ;
- la capacité d'accéder aux instances de prise de décision ;
- l'achèvement spirituel.

L'estime de soi est sans doute la partie la plus difficile à construire, dans la mesure où elle fait appel à des éléments tant psychologiques que spirituels ; cela dit, elle reste la fondation, le socle indispensable sur lequel se bâtit la force de se renouveler, de prendre des risques et d'avancer vers de nouveaux horizons.

La formation psycho-humaine doit non seulement pouvoir libérer cette foi en soi, mais aussi pousser les gens à imaginer des voies de sortie en mobilisant les moyens locaux. Il faut réfléchir en termes d'activités porteuses. Le paysan a sa force humaine, sa capacité à travailler de ses propres mains pour produire la richesse. Il est important de l'encourager à trouver des idées pour canaliser ces énergies vers des projets à la fois novateurs et valorisants.

Ma vision d'une Afrique digne – où le bonheur est partagé par tous – est d'éviter le modèle occidental des campagnes vides, pour privilégier le développement d'exploitations de taille moyenne (2 à 5 ha), les seules à même d'assurer à la fois des emplois stables pour la majorité de la population, tout en permettant la création de petites et moyennes industries, bien réparties sur l'ensemble du territoire national. L'idée est de stabiliser l'urbanisation en Afrique, ou plutôt le nombre de personnes occupées par l'agriculture à 33 % de la population.

Selon «World Urbanization Prospects 2011», environ 31 % des Africains vivent en ville ; ils devraient être 60 % en 2050, avec un taux d'urbanisation de 3,4 % par an. Il faut éviter que cette tendance ne s'amplifie encore.

Aujourd'hui, un ménage paysan congolais ou burundais dispose d'un revenu proche de 1 000 dollars par an. Ce montant est largement insuffisant pour leur assurer l'accès aux services de base. Pour s'en sortir vraiment, chaque ménage devrait pouvoir nourrir trois autres et ainsi multiplier ses revenus par quatre. Il s'agirait donc de quadrupler les rendements actuels sans toutefois compromettre les systèmes écologiques très fragiles, et sans trop augmenter la main-d'œuvre nécessaire.

La première étape de ce processus consiste à assurer une alimentation suffisante à travers une exploitation familiale intégrée de base, avec les cinq composantes qui sont : la spéculation noyau, les spéculations alimentaires, les cultures ou élevages spéculatifs, les cultures utilitaires pérennes (bois de feu, médicinaux, construction...) et des spéculations symboliques. C'est à côté de cette exploitation de base que je propose d'ajouter une nouvelle parcelle ou un nouvel élevage afin de générer, au-delà de l'alimentation, des moyens supplémentaires pour sortir du « mode survie ».

Étant donné le risque de surproduction, les spéculations doivent pouvoir être transformées, le tout dans une agriculture qui utilise peu d'intrants externes.

Ci-dessous une liste des étapes que nous souhaitons proposer à des gouvernements qui veulent résolument s'engager en faveur de la paysannerie.

FEUILLE DE ROUTE POUR AMÉLIORER LES EXPLOITATIONS FAMILIALES PAYSANNES : PORTER LE DÉBAT À L'ÉCHELLE NATIONALE

1. La première démarche devrait porter sur la mise en place au niveau du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (voire au niveau de la Présidence), d'une Agence de promotion des exploitations familiales intégrées. Cet office pourrait à la fois travailler avec les directions provinciales de l'Agriculture et de l'Élevage, et des opérateurs de proximité privés.
2. L'agence gèrerait un fonds d'appui aux exploitations familiales intégrées, alimenté aussi bien par le budget national que les partenaires techniques et financiers. Le mode de gestion serait calqué sur celui des autres basket-funds qui existent dans les pays et qui intègrent des représentants du gouvernement, des bailleurs de fonds, des OP et des représentants de la société civile.
3. Comme c'est l'homme qui reste au centre des préoccupations, la première démarche consistera à identifier les paysans, et prioritairement les paysannes, qui pourraient le mieux valoriser cette démarche, et à leur proposer une formation psycho-humaine.
4. On procède à l'identification de paysans ferments de cette catégorie qui créent des groupes d'autopromotion. On éviterait ainsi d'appuyer les vulnérables ou les plus riches (plus ou moins un an).
5. Au cours d'un atelier participatif, organisé dans chaque village, ces personnes élaboreraient un plan d'amélioration de leurs exploitations sur trois à cinq ans, avec des engagements précis et détaillés par saison agricole. Par exemple en première année, je vais installer une haie antiérosive de 400 m, creuser une fosse produisant 500 kg de fumier, remplacer la moitié de mes vieux bananiers ; la seconde année renouveler ma plantation de caféiers, etc.
6. Un contrat est signé entre le paysan, l'agence et la commune pour conduire ces réformes et la personne reçoit une ligne de crédit remboursable sur sept ans, et libéré selon un calendrier en fonction de l'évaluation réalisée chaque saison. Le taux d'intérêt ne devrait pas dépasser 5 % par an et le remboursement se ferait de manière progressive par saison. Il sera donc obligatoire d'intégrer dans l'exploitation des cultures à cycle court, afin d'assurer le remboursement progressif.
7. Les fonds remboursés seraient immédiatement remis à un autre paysan, de sorte que puisse fonctionner une réelle caution solidaire et pour que le projet profite progressivement à l'ensemble de la communauté.
8. Les paysans ciblés seraient accompagnés dans la mise en place d'une coopérative autogérée qui permettrait notamment de rendre disponibles les intrants, d'assurer le stockage ou la transformation ainsi que la commercialisation groupée, de participer à la gestion du fonds de crédit. La coopérative réaliserait un prélèvement obligatoire sur toutes les opérations (ventes, stockage, etc.) dont une partie servirait à constituer un fonds pérenne intrants pour le paysan. Plus tard, quand les revenus des exploitations vont s'améliorer, la coopérative prélèverait à la source la cotisation pour le système de protection sociale qui serait progressivement construit (assurance maladie, assurance invalidité et accidents professionnels, et pensions de retraite...).
9. Ce sont de telles coopératives qui pourraient, grâce au *crowdfinancing*, lancer progressivement des actions d'industrialisation rurale grâce à la transformation de produits de filières innovantes et s'engager aussi vers des activités non agricoles.

10. Les plans d'action seraient consolidés et les thèmes communs feraient l'objet de formations intensives et concrètes pour les cadres impliqués dans l'accompagnement.
11. Le rôle des moniteurs agricoles consisterait à suivre et conseiller sur chaque colline les paysans ciblés. L'essentiel de sa rémunération serait constitué d'une prime de performance en fonction des résultats obtenus par saison agricole. Un comité de vérification de cette efficacité assurerait leur validation.
12. Chaque bénéficiaire ciblé constituerait autour de lui un groupe de paysans à qui il transmet régulièrement les formations reçues. Il a par ailleurs le devoir de leur vendre en priorité, au prix d'acquisition, les semences, rejets, boutures qu'il a acquis sur sa ligne de crédit.
13. L'administration communale serait également mise à contribution dans le suivi des moniteurs agricoles et des bénéficiaires. Les indicateurs de performance feraient partie de l'évaluation de cette administration.
14. Un tel mécanisme, avant sa généralisation, devrait être testé au niveau de quelques provinces ou de quelques communes ; mais il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit puisque nous l'avons déjà expérimenté à petite échelle.

On peut espérer que le taux d'urbanisation dépasse celui de la natalité de sorte que davantage de terres puissent se libérer pour l'agriculture ; cela permettra ainsi de mieux nourrir et les citadins, et les paysans.

Un tel modèle ne réussit toutefois que si les populations acceptent leur système alimentaire comme le seul qui puisse les valoriser. Le « consommer local » reste le meilleur bouclier contre les importations massives de produits qui, aujourd'hui, déstructurent les marchés.

Il ne s'agit pas de chercher à contourner des règles de l'OMC ou celles d'intégration régionale, mais simplement de retrouver nos habitudes alimentaires. Refuser de consommer des produits importés générerait par ailleurs d'importantes économies en devises. Pour les seuls produits africains que les populations du Nord consomment comme le café, le cacao ou la banane, elles ont réussi la prouesse d'en contrôler les circuits de commercialisation et d'imposer leurs prix. Les pays asiatiques l'ont parfaitement compris puisqu'ils gardent leur alimentation traditionnelle.

Cela dit, il ne suffit pas d'inciter les populations à consommer local – une démarche certes prioritaire –, encore faut-il développer, en même temps, des systèmes de transformation et de conditionnement plus attrayants. C'est là un acte de la plus haute importance économique, sociale et politique, et qui ne va pas nous attirer les foudres de l'OMC ou des APE. C'est la condition *sine qua non* pour sauver l'Afrique et qui devrait être prêchée dans les Églises, les mosquées, les écoles. Il faut envisager des compétitions nationales et l'obligation de proposer des produits locaux lors de cérémonies officielles, afin d'en faire progressivement une question de fierté nationale. Ce n'est rien d'autre que du patriotisme économique.

Il ne s'agit pas ici d'un repli sur soi, mais de mettre en place des mécanismes réfléchis pour protéger une agriculture et une industrie encore fragiles ; elle pourra s'ouvrir ensuite, progressivement, au reste du monde.

Le paysan africain est également tiraillé par les incohérences de l'aide. Les messages contradictoires qu'il reçoit le désorientent, lui font perdre beaucoup de temps

et de moyens. D'où l'importance de l'aider à développer un esprit critique face aux différents dogmes qui lui sont prêchés.

Si le paysan parvient à quadrupler ses revenus, il dégagera les moyens nécessaires pour investir dans de nouvelles activités. Il pourra notamment se lancer dans la transformation des produits, et donc progressivement dans l'industrialisation du pays, une étape indispensable pour améliorer la valeur ajoutée et ainsi développer des stratégies pour pénétrer des marchés plus porteurs.

Au-delà de la satisfaction de ses besoins de base, le paysan se valorise surtout au sein de réseaux de solidarité traditionnels : les tontines, les échanges de cruches de bière, le soutien à la famille élargie... Être entouré quand les temps deviennent durs, pouvoir accéder à un crédit, être enterré dignement, sont des conditions essentielles pour la réalisation de chacun.

Mais l'ouverture de la société oblige les individus à tisser des liens de solidarité au-delà du microcosme traditionnel. L'école, l'église, l'administration, la ville sont des lieux qui génèrent de nouveaux types de relations ; les ruraux doivent également y trouver leur place. Quant aux organisations, que ce soit les structures paysannes de plus grande taille, les partis politiques ou les mutuelles, elles ne pourront recueillir l'adhésion des paysans que si elles réussissent à tisser de solides liens de solidarité. Ils pourront seulement ensuite entrer dans les arènes du pouvoir, là où se prennent les décisions. Pouvoir s'asseoir au milieu des notables traditionnels pour dire le droit, prodiguer des conseils aux autres, porter des responsabilités dans la communauté, voilà le couronnement aux yeux de tout paysan.

Les choix les plus importants, ceux qui impactent la vie des ruraux, sont réalisés au niveau des administrations locales et nationales. Malgré leur poids électoral incontestable, les paysans n'arrivent pas à imposer leurs priorités aux décideurs politiques. S'il ne veut pas être oublié, le monde rural doit rapidement travailler à la mise en place d'organisations paysannes fortes, dotées d'une vision socio-politique cohérente et largement partagée.

C'est certainement dans ce nouveau chantier que devraient investir les programmes de développement et les OP. Objectif : faire en sorte que les élus se sentent redevables envers leur électorat, sur la base de programmes qui donnent la priorité aux préoccupations du monde rural. C'est aussi la voie vers une véritable démocratisation de l'Afrique, car les élus seraient obligés de défendre les aspirations de leurs électeurs. C'est seulement de cette manière que s'installera la bonne gouvernance, condition indispensable pour que l'Afrique « puisse enfin bien partir ». Grâce à une gestion partagée de la « chose publique » et des règles claires d'accès au pouvoir, on parviendra à asseoir la paix – l'ingrédient majeur, voire le passage obligé pour le développement.

Cela dit, l'Afrique qui regorge de matières premières, ne doit pas être naïve. Les puissances mondiales soutiennent tantôt des potentats qui leur facilitent le pillage des ressources, tantôt des groupes rebelles pour déstabiliser les régimes qui desservent leurs intérêts. Les États africains n'ont dès lors pas le choix, ils doivent investir dans la création et l'équipement d'armées nationales efficaces. Et lutter contre la prolifération des armes, principale menace pour la paix, et donc du développement du continent.

La mise en œuvre de toutes ces réformes doit passer par des hommes hautement qualifiés, aux valeurs humaines et morales au-dessus de tout soupçon. La formation,

celle des paysans ou des cadres africains, est un enjeu stratégique de premier plan. Il ne s'agit pas seulement de transférer des compétences, mais surtout de hautes valeurs morales conjuguées à une profonde capacité d'analyse des enjeux politiques et sociaux. Vu le pillage des ressources humaines ou la fuite des cerveaux – frein majeur au décollage de l'Afrique –, les pays africains doivent impérativement investir dans quelques écoles de haut niveau.

S'engager sur la voie de ces réformes suppose des hommes et des femmes mues par une haute spiritualité. L'Africain est profondément croyant. Le Tout-Puissant ne peut pas trouver sa gloire auprès de personnes réduites à la mendicité, ou qui vivent dans l'attente de miracles. L'Africain ne pourra atteindre sa plénitude tant qu'il n'est pas libéré de la foi en des forces magico-religieuses qui guettent chacun de ses pas.

Avec des hommes ainsi transformés – et ce, malgré un contexte pour le moins compliqué –, il est possible de vaincre la faim, le dénuement, la pauvreté, les abus... pour ainsi leur restituer la dignité.

Nous nous sommes employés dans ce livre à suggérer quelques pistes qui nous semblent les plus fécondes et qui ne sont pas le fruit de supputations intellectuelles. Elles ont été inventées et mises en œuvre par des paysannes et des paysans démunis, avec des appuis insignifiants qui n'ont pour mérite que d'avoir suscité la réflexion et rallumé des flammes.

La voie royale, à la fois simple et difficile, est de reprendre confiance en soi, de valoriser sa culture, son potentiel et les opportunités de son milieu, de refuser à l'argent le rôle moteur du développement. Assurons la primauté de la spiritualité et des valeurs humaines, refusons une civilisation fondée sur l'enrichissement effréné de quelques-uns et qui conduit à la dégradation irréversible des ressources naturelles. Revendiquons des politiques publiques favorables au développement et à la paix. Cessons de croire que c'est aux autres qu'incombe la responsabilité de nos misères ou de notre salut, et engageons-nous résolument dans la transformation de notre vie avec ce message divin : «Lève-toi et marche.» Lève-toi, Paysan d'Afrique!

Telema, Simama, Tebegueassi, Yiki, Haguruka¹!



COMMANDER LE LIVRE :
via le site du GRIP (<http://www.grip.org/fr/node/2497>)
ou par téléphone au +32 (0)2 241 84 20

1. «Lève-toi», respectivement en lingala, swahili, bété, more et kirundi.